

La paix par et pour le développement durable

Mots clés associés : gouvernance mondiale, mondialisation | inégalités et droits humains | gouvernance internationale | indicateurs | paix | sécurité | stratégies pour le développement durable

Résumé

Même si les aspects écologiques de la paix ne sont pas inclus dans la charte des Nations Unies, de nombreux rapports, traités et accords internationaux ont peu à peu pris en compte les problèmes conjoints du désarmement et de l'environnement, en même temps que des réflexions et des travaux de recherche en « polémologie » se sont développés et que des environmentalistes se sont mis au service de la diplomatie et du désarmement.

Il n'en demeure pas moins que la militarisation du monde s'oppose toujours et sur tous les plans au développement durable qui implique une prééminence permanente de la paix sur la guerre.

Auteurs

Cramer Ben

Détenteur d'un diplôme de la Paix, Ben Cramer s'initie à la polémologie, avant d'étudier la sociologie de la Défense à l'EHESS, puis à Bradford, au *Department of Peace Studies*.

Journaliste, (*The Ecologist*, *Science & Vie*, *Médecine & Guerre Nucléaire*), producteur à RFI (de 1996 et 2002), de l'émission *Fréquence Terre*.

Il est co-auteur du CD-ROM « *L'Or Bleu* », encyclopédie interactive de l'eau, édité par Strass en coopération avec le Programme Hydrologique International de l'UNESCO.

Il co-anime dès 2008 le premier débat au Parlement Européen sur le thème de *'Sécurité Collective et Environnement'*. Chercheur associé au GRIP à Bruxelles, il enseigne dans le cadre d'un master, « *la géopolitique du développement durable* » à la Faculté de Sciences Sociales et Economiques de l'ICP à Paris.

Texte

Les aspects écologiques de la paix et de la sécurité ne sont pas inclus dans la Charte de l'ONU. Il aura fallu attendre 2007 pour que le Conseil de Sécurité de cette même ONU consacre une de ses sessions au climat et que l'environnement soit traduit en termes de sécurité. Ceci tendrait à prouver qu'il reste fort à faire pour que la paix et la sécurité soit parties prenantes du développement durable.

Les éléments déclencheurs

Parmi les premiers ouvrages largement diffusés en France, dans lesquels il est question de la Terre en tant que « Petit ensemble fragile », celui de Fairfield Osborn, *Our Plundered Planet* (1948) (7). Pour Osborn, il est non seulement possible pour l'homme de disparaître de la surface de la Terre, mais aussi que notre planète, de par nos activités, devienne un astre mort comme la Lune. « *Il me semblait à cette époque, écrit-il, que l'humanité se trouvait engagée non pas en un mais en deux conflits de première grandeur -(..) l'autre guerre, la silencieuse, mais qui au bout du compte pourrait bien s'avérer la plus meurtrière, étant celle à laquelle l'homme se livre depuis si longtemps, aveuglément et en toute ignorance. Cette autre guerre mondiale, qui continue toujours, apporte à la race humaine des détresses plus vastes et plus générales que n'a pu faire jusqu'ici un conflit armé ; elle est grosse d'un désastre final pire même que celui qui pourrait provenir d'un abus de l'arme atomique. Cette autre guerre, c'est celle de l'homme contre la nature.* » (9). Cette autre guerre commence le 6 août 1945- que le quotidien 'Le Monde' présenta dès le lendemain comme « une révolution technologique »-.

Les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki sont les événements fondateurs de l'écologie politique. La notion de responsabilité (Hans Jonas) a depuis changé d'échelle. Ecologisme et pacifisme vont donc faire bon ménage. L'écologie politique, dans les années 1960-1970, a prospéré dans un contexte où « protection de la Nature », objection de conscience, antimilitarisme, pacifisme et critique des guerres illégitimes (impérialistes, coloniales) sont associés et revendiqués d'une même voix. Même si pacifistes et écologistes ont de la peine à parler le même langage.

Y-a-t-il eu mésentente ? Certes, ceux qui se sont méfiés (à tort ou à raison) des adeptes du développement (et qualifiés de 'productivistes') ont aussi rechigné à soutenir les initiatives en faveur du désarmement pour le développement, tel qu'il fut préconisé au sein des agences onusiennes dès les années 50 et 60. (initiative Edgar Faure). Mais ceux parmi les environnementalistes qui se réfèrent au développement durable seraient bien inspirés de revisiter ce document fondateur de Mme Brundtland qu'est 'Notre avenir à tous'. (1987). On peut y lire : *La coexistence d'importantes dépenses militaires et de besoins humains non satisfaits est depuis longtemps un sujet de préoccupation. Par exemple, à la fin de son mandat, le président Eisenhower a fait observer que « chaque canon fabriqué, chaque navire de guerre mis à flot, chaque fusée lancée représente, en dernière analyse, un vol commis au préjudice de ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, de ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus.*

La Charte de Rio.

Au sommet de la Terre, à Rio, des ONG dont Greenpeace International, le Mouvement international des Etudiants pour les Nations Unies (ISMUN), le Bureau International de la Paix (BIP), et la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF) ont présenté un Traité des ONG sur le Militarisme, l'Environnement et le Développement. Ils ont lancé un appel pour une nouvelle définition de la sécurité, le boycott des entreprises qui fabriquent à des fins militaires des produits néfastes pour l'environnement, et le partage/la circulation d'information(s) sur l'impact environnemental des activités militaires. Même si les Français ne l'ont pas suffisamment prise en compte, la charte de Rio de 1992 n'évade pas les enjeux de guerres et de paix ; trois principes sur les 25 font explicitement référence à la paix et au désarmement.

- Principe 24 : *La guerre exerce une action intrinsèquement destructrice sur le développement durable.*
- Principe 25 : *La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables.*

- Principe 26 : *Les Etats doivent résoudre pacifiquement tous leurs différends.*

Ces principes prendront une autre dimension lorsque la militante du Green Belt Movement Wangari Maathai va déclarer : « *La paix sur terre dépend de notre capacité à protéger notre environnement* » en se voyant attribuer le Prix Nobel de la Paix en 2004.

En 2012, lors de RIO + 20, les aspirations pacifistes – qui dépassent les 3 piliers du DD – se font à nouveau entendre. En partenariat avec la plus grande ONG brésilienne, 'Viva Rio', et son chef Betinho, héros de l'opposition à la dictature militaire (1968-1986), surnommé le Gandhi du Brésil, une opération est lancée un char d'assaut grandeur nature entièrement fabriqué avec du pain ([Tank made of Bread] (<http://www.worldfuturecouncil.org/5...>) est exposé. Objectif : rappeler à l'humanité qu'il est possible de financer la lutte contre l'extrême pauvreté, la faim et la malnutrition de façon réaliste en redistribuant les dépenses militaires.

Les rapprochements

Le spectre de l' « *hiver nucléaire* » (1982-83) ou *Nuclear Winter* – avec un scénario popularisé par l'astrophysicien Carl Sagan [1] . Puis en français, cf. Paul R. Ehrlich, Donald Kennedy, Carl Sagan « *Le froid et les ténèbres* » - Le monde après une guerre atomique, Belfond, Paris et Edipresse, Montréal, 1983 de confrontation nucléaire qui déboucherait sur des perturbations climatiques - a été un facteur déterminant dans la désescalade nucléaire entre les deux Grands. Gorbatchev n'a pas manqué à le reconnaître par la suite. Il avouera plus tard, après avoir lancé sa propre ONG « Croix Verte Internationale », chargée de s'attaquer aux enjeux environnementaux inhérents à la destruction des armes chimiques et nucléaires, qu'il a été inspiré par J. Galtung et l'*International Peace Research Institute* (PRIO). Galtung, considéré comme l'un des pionniers de l'irénologie et une icône du « *peace researcher* », ne se doutait pas que ses ouvrages seraient assimilés par de proches collaborateurs du père de la perestroïka ; que ce dernier s'en inspirerait pour rejeter l'arms control si cher aux stratégies de Washington. Galtung se verra d'ailleurs décerner en 1987 le *Right Livelihood Award* – surnommé de « prix Nobel alternatif ».

Le désarmement et l'environnement, même combat.

Des considérations environnementales ont impulsé certains traités de désarmement. Parmi les traités spécifiquement destinés à protéger le patrimoine commun de l'humanité contre la militarisation, figurent :

- Le Traité sur l'Antarctique (1959) ; il est entré en vigueur en 1961. Il interdit les manœuvres militaires, les essais d'armes, la construction d'installations ou l'évacuation des déchets radioactifs.
- Le Traité de Moscou interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (1963) comporte un préambule sur les risques environnementaux, suite aux informations sur les retombées radioactives, volontairement sous-estimées dans un premier temps.
- Le Traité sur l'espace extra-atmosphérique y compris la Lune et les autres corps célestes, « (1967). Aussi dénommé Paros (acronymes pour *Prevention of an Arms Race in Outer Space*). sera suivi de quelques engagements supplémentaires parmi lesquels le « *States are Liable for Damage caused by Their Space Objects - Liability Convention* », signé en 1972 par 107 Etats. Cet espace extra-atmosphérique ou 'Cosmos' comme disent les Russes, mérite d'être préservé puisque c'est là où gravitent (aussi) les satellites chargés de surveiller l'environnement et sa dégradation.
- Le Traité sur la dénucléarisation des Océans [2] de 1972. S'il s'est avéré incapable de limiter la présence quasi illimitée des sous-marins nucléaires et donc de réacteurs dont le nombre

égalait celui de réacteurs à terre, il peut être revitalisé ou actualisé dans la mesure où une nouvelle forme de colonisation des océans est en cours.

- La Convention sur les Armes Chimiques (1997)/ contient plusieurs articles qui font explicitement référence à l'environnement. Les États membres ne sont pas libres de les détruire de n'importe quelle façon. La Convention prévoit que la procédure de destruction ne saurait porter atteinte aux individus, **ni à l'environnement**. (souligné par nous). Les pays détenteurs sont tenus de procéder à la destruction par des techniques sûres.-
- La Convention d'Ottawa (1997) sur l'interdiction des mines terrestres anti-personnel doit elle aussi garantir la "dépollution des sols" conformément à priorités édictées par les tenants de la "sécurité humaine", un nouveau concept qui remonte à 1994. Mis en avant par le PNUD, il est relayé aujourd'hui par de nombreux instituts en charge du désarmement.
- Emblématique, la Convention ENMOD (1977) peut s'enorgueillir d'avoir fait valoir, pour la première fois que la planète Terre et l'Humanité doivent être préservées, ce qu'aucun traité de désarmement n'avait mis en relief auparavant (elle n'a pas été signée, encore moins ratifiée par la France). Grâce à l'ONU et au Programme des Nations Unies pour l'Environnement, (le PNUE), la journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre est célébrée (depuis 2001) chaque année - le 6 novembre.

Le greening de la 'Peace Research'.

Si les Français ont manifesté quelque résistance à l'égard des considérations pacifistes, cela tient aussi au fait que les recherches sur la paix y sont moins développées qu'ailleurs. Une fois que les Chaires et départements de polémologie aient disparus dans la plupart des universités, les institutions académiques ont attendu la fin de la guerre froide pour proposer des diplômes dans cette discipline perçue comme suspecte qu'est la paix.

Mais Cette filiation entre recherches pour la paix et prises de conscience environnementale, ce phénomène de « *greening* » de la *peace research* est à rapprocher du besoin d'introduire une dimension géopolitique dans le développement durable, de mettre le développement durable au service de la géopolitique. Le parcours de Kenneth (Ewert) Boulding (1910-1993) est à ce titre assez révélateur. Cet économiste et politologue anglo-américain (quaker), qui va présider en 1979 la prestigieuse Association for the Advancement of Science, fait paraître dès 1962 un ouvrage en relation avec la polémologie [3]. Sa contribution à la « Peace Research » est marquée par le souci de transposer une éthique biosphérique dans les relations humaines tant politiques qu'économiques. S'il peut être considéré comme l'un des « *pères putatifs de cette recherche* » [4], selon l'expression et le jugement d'Ivo Rens, le fondateur du GIPRI à Genève, il est aussi l'auteur de cette phrase qui pourrait insuffler les élans vers la décroissance militaire, - que le Club de Rome n'a pas osé brandir à l'époque, à savoir « *Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* [5] » .

La conversion des militaires ?

Pour mieux illustrer cette évolution des mentalités, reportons-nous à ces militaires qui se sont illustrés par leur conscience environnementale. Il en va ainsi du père des sous-marins nucléaires dans le monde, l'amiral Hyman Rickover. Une position visionnaire. Avant de prendre sa retraite, en 1982, il déclare devant le Sénat américain « *Jusqu'à une époque lointaine, il y a à peu près deux milliards d'années, toute vie sur Terre était impossible. C'est-à-dire qu'il y avait tellement de radiation qu'aucune vie ne pouvait se manifester, ni poisson, ni rien. Cette quantité de radioactivité a décru progressivement...A présent, lorsque nous avons recours aux armes nucléaires ou à l'électricité nucléaire, nous créons quelque chose que la nature a éliminé. Je pense que la race humaine est en train de se ruiner, et il est important que nous parvenions à maîtriser cette puissance horrible et que nous essayons de l'éliminer. Je ne pense pas que la puissance nucléaire*

vaut la peine dans la mesure où elle crée des radiations ».

Parmi les scientifiques, qui ont frayed avec le complexe



militaro-industriel, la même conversion s'est opérée. Theodor (Ted) Taylor qui fut considéré (par Robert Jungk) *comme le meilleur spécialiste de la construction des bombes atomiques de la génération d'après-guerre*, va diriger à partir de 1980 le département d'énergie solaire à la Princeton University dont le projet Nova.

Dans le même esprit et pour l'avenir, dans le cadre de futures restructurations des ministères de la défense, d'autres ministères et institutions ne pourraient-ils pas se voir confier des missions de défense soutenable, y compris la décontamination des sites nucléaires, les formations de 'casques verts', la préparation de la société civile (syndicalistes) à l'élaboration et au contrôle de conventions internationales (comme pour les armes chimiques) ; la veille du respect d'accords de désarmement durable ?

Des environnementalistes au service de la diplomatie du désarmement.



L'ex-députée du Parlement Européen, Maj Britt Théorin en est un symbole. Longtemps en poste en tant qu'ambassadrice à la Conférence du Désarmement à Genève, elle fut la seule femme au sein de la Commission Canberra, ce groupe de personnalités en faveur de l'élimination des armes nucléaires. Elle a partagé cette fonction avec le Commandant Jacques Yves Cousteau.

Tout en présidant le Bureau International de la Paix, elle a été, au début des années 90, l'inspiratrice d'une commission pour promouvoir la mise sur pied de casques verts assignés à l'ONU - en tant que force de « réaction rapide » en cas de catastrophes écologiques. Si les casques verts n'ont pas vu le jour, le Riksdag (Parlement) suédois a décidé dès décembre 1996 d'inclure la protection de l'environnement dans la politique de défense de la Suède et de former, chaque année, 10 000 appelés dans le secteur de la défense civile . [6]

Yoriko Kawaguchi est un autre exemple. Avec l'ancien Ministre australien des Affaires Étrangères Gareth Evans, elle co-préside la Commission Internationale sur la Non-prolifération et le Désarmement Nucléaire ; une commission de 'sages' qui propose une « minimisation » des arsenaux nucléaires à 2 000 têtes à l'horizon 2025, soit moins de 10 % du total actuel. Mais cette Ancienne économiste de la Banque Mondiale, fut nommée Ministre de l'Environnement entre 2000 et 2002.

Militarisation et environnement

Dans le chapitre des rapports entre militarisation et environnement, il faut par ailleurs souligner :

- 1) Que les militaires sont les principaux pollueurs tant aux niveaux chimique que nucléaire et le Pentagone représente le consommateur numéro un du pétrole dans le monde. Le complexe militaro-industriel russe est responsable de plus de 50% des rejets de CO2 dans l'atmosphère. Les territoires qui sont désormais considérés comme des déserts inhabitables ont été des terrains de manœuvres pour les militaires, y compris les milliers de km2 souillés à jamais comme les sites d'expérimentation nucléaire.
- 2) Que la militarisation du monde avec ou sans conflit a des effets déterminants dans la détérioration du climat et c'est pourquoi le protocole de Kyoto a décidé d'exempter les activités militaires de tout calcul. La presse britannique rappelle que le MOD (Ministry of

Defense) est responsable de 70 % de toutes les émissions de dioxyde de carbone émises par l'Etat.

- 3) Que la militarisation du monde est aussi responsable de l'extraction des ressources naturelles (qui elles-mêmes engendrant des conflits) ; Selon les documents officiels de l'ONU, déjà mentionnés dans les années 80 pour parler des conséquences économiques et sociales de l'armement dans le monde, ce secteur accapare près de 10% des matières premières issues du sous-sol des pays dit pauvres.

Perspectives : Le global Peace Index

Utilisant 23 critères **disparates** (le nombre de victimes de conflits armés, les guerres, les déplacés, les réfugiés, le niveau de criminalité, la population carcérale, la probabilité de manifestations violentes, l'accès aux armes à feu, le volume des transferts d'armements, l'instabilité institutionnelle, la proportion du PIB investi dans les dépenses militaires, la contribution aux forces de maintien de la paix de l'ONU, le Global Peace Index vise à classer les pays du monde selon leur degré de pacifisme. Ce classement est établi par le magazine *The Economist* et un jury d'experts faisant partie d'instituts sur la paix ou de think tanks, ainsi que le *Centre for Peace and Conflict Studies* de l'Université de Sydney en Australie. Le Costa Rica figure en bonne place dans ce classement. Ce pays d'Amérique centrale, grand comme un dixième de la France, n'a pas seulement renoncé à avoir une armée, il a décidé de lier son développement à la protection de la nature. En 2007, en adoptant son initiative « *Paix avec la nature* », le Costa Rica s'est fixé pour objectif d'être neutre en carbone d'ici à 2021. La reforestation et le développement des énergies renouvelables sont les principaux axes de cette politique. Il est aussi à l'origine de la Journée internationale de la paix du 21 septembre, instituée par l'Assemblée générale des Nations unies.

Historiquement, la géopolitique a pris son premier essor comme un instrument idéologique au service de la guerre. Le moment n'est-il pas venu de la mettre au service de la paix ?

Si le nucléaire n'est plus l'alpha et l'oméga du pouvoir dans le monde, le baromètre de puissance, il va falloir revoir la hiérarchie des nations ; une hiérarchie qui ne sera plus fonction de la répartition internationale de la menace de mort, de la capacité de nuisance des uns et des autres. D'autres sélections doivent être imaginées sur la base d'une autre hiérarchie des valeurs...

Il ne s'agit donc pas de considérer que le DD devrait éventuellement, grâce à une gestion subtile de la 'gouvernance', colmater les dérapages guerriers ou encore le cas échéant, introduire un simulacre de verdure pour fabriquer de la médiation ou de la réconciliation ; pour amadouer les conflits ou/et les rendre socialement plus acceptables. Il s'agit plutôt d'affirmer que le « durable » impose la prééminence de la paix sur la guerre.

Il vaudrait mieux émettre l'hypothèse que le combat en faveur du DD passe par un combat contre la militarisation et pour le désarmement. Le DD suppose l'élimination du recours à la force armée pour régler les conflits, à supposer même que la sauvegarde de l'environnement en soit la source.

Ben Cramer

Notes

[1] Cf. *Nuclear winter : climate catastrophe : some policy implications*, Revue Foreign Affairs, 1983

[2] cf. *La Course à la Mort*, Robin Clarke, 1972, Seuil

[3] Sous le titre de *Conflict and Defense : A General Theory*, New York : Harper & Brothers.

[4] Cf. *La recherche de la paix et son double*, Genève 2002

[5] Cf. Kenneth E. Boulding, cité dans *Jump the Curve* (Jack Uldrich, 2008)

[6] <http://www.europarl.europa.eu/sides...>

Bibliographie

- * Claude-Marie Vadrot, *Guerres et environnement*, Delachaux et Niestlé, Paris, 2005 - sans biblio),
- * Andrée Michel, *'Surarmement, pouvoirs, Démocratie'*, L'Harmattan, Paris, 1995,
- * G. Valenduc, A. Gspöner, Jacques Grinevald, Bruno Vitale, Matthias Finger, *La science et la guerre*, dossier Notes et Documents, GRIP, Bruxelles,
- * George Orwell, 1984, Gallimard, Paris, 1950 (pour la traduction française),
- * Michael Klare, *Ressource Wars*, Metropolitan Books, New York, 2002,
- * Ngo Semzara Kabuta, *Le rapt du soleil, conte vivant d'Afrique*, Les Deux océans, Paris, Paris, 2000,
- * Barry Commoner, *Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ?*, Seuil, collection Science Ouverte, Paris, 1969 - traduit de « *Science and Survival* » de 1963,
- * Laurence Déonna, « *Mon enfant vaut plus que leur pétrole* », ed. Labor et Fides, Genève, 1992,
- * Franco Fornari, « *Psychanalyse de la situation atomique* », edizioni di Comunità, Milano 1964, traduction française, Gallimard, Paris, 1969,
- * J.K. Galbraigh, « *La Paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres* », Calmann lévy, Paris, 1968,
- * Willy Brandt, *Nord-Sud, un Programme du Survie* - programme de la commission indépendante, Gallimard, coll. Idées, Paris, 1980,
- * *'Economie et Géopolitique du pétrole'*, Alternatives Sud (dirigé par François Houtart), édité par le Centre Intercontinental de Louvain (et éditions l'Harmattan, Paris), 2003,
- * Jeane Manning et Dr. Nick Begich, « *Les Anges ne jouent pas de cette Haarp* », High Frequency Active Auroral Research Program, édition Louise Courteau, Québec, 2003,
- * Worldwatch Institute, *L'Etat de la Planète 2005 - Redéfinir la sécurité mondiale*, préface de Mikhaël Gorbatchev ,
- * GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, Les Conflits Verts - *la dégradation de l'environnement, source de tensions majeures*, Bruxelles, 1992,
- * Nicolas Skrotzky, *Guerres, crimes écologiques*, Éditions Sang de la Terre, collection 'Les dossiers de l'Ecologie',
- * Nicolas Skrotzky, *La Terre, victime des guerres*, Éditions Sang de la Terre, Paris 2002,
- * IRIS - *Sécurité et Environnement*, (dossier spécial) dans Revue Internationale et Stratégique n° 39, automne 2000 dont un article de Jacqueline Denis Lempereur sur ' *Opinion publique et sécurité environnementale* ',
- * Philippe Le Prestre, *Protection de l'environnement et relations internationales - les défis de l'écopolitique mondiale* , éditions Armand Colin, distribué par Dalloz, 2005,
- * Jean-Marc Lavieille, *Droit international du désarmement et de la maîtrise des armements*, préface de Mohammed Bedjaoui, Ed. L'Harmattan, Paris, 1997.

Lire également dans l'encyclopédie

dans l'Encyclopédie

- René Passet, [*Croissance, décroissance, développement.*](#), N° (2) , juin 2006
- Christian Comeliau, [*Croissance, décroissance, développement.*](#), N° (4) , juin 2006
- Joël Jakubec, [*Ethique et développement durable.*](#), N° (14), novembre 2006
- Benjamin Dessus, [*Énergie nucléaire et développement durable*](#), N° (37) , mai 2007
- Marc Darras, Droits humains et développement durable, n° 47,48, 49, juin 2007
 - [*Droits de l'homme et développement durable : fondements et contenu des droits de la personne humaine*](#), N° (47) , Juin 2007.
 - [*Droits de l'homme et développement durable : les droits économiques sociaux et culturels*](#), N° (48) , Juin 2007.
 - [*Droits de l'homme et développement durable : les droits de l'homme au centre du développement durable*](#), N° (49) , Juin 2007.
- Alain Ruellan, [*Les Voies du Développement Durable*](#), N° (51), septembre 2007